



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

maintien

Question au Gouvernement n° 4105

Texte de la question

IMAGE DE LA FRANCE À L'ÉTRANGER

M. le président. La parole est à M. Alain Moyne-Bressand, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Moyne-Bressand. Monsieur le Premier ministre, la France est-elle ingouvernable ? C'est ce que pensent les médias étrangers lorsqu'ils voient la pagaille que vous avez semée et les blocages que vous ne parvenez pas à lever.

Alors que la France accueille une compétition d'envergure internationale, l'Euro de football, que tous les yeux européens sont tournés vers notre pays, voici ce que la presse européenne a vu : grève des cheminots, grève des éboueurs, grève des pilotes de ligne, et manifestations contre la loi Travail...

M. Pascal Popelin. Vouliez-vous annuler l'Euro ?

M. Alain Moyne-Bressand. ...avec, en marge de ces manifestations, des scènes de violences un peu partout, notamment en plein Paris, des manifestants s'en prenant aux forces de l'ordre et des casseurs à l'hôpital Necker-Enfants malades, donnant ainsi une bien triste image de la France.

Derrière cette image, ce sont les manquements du Gouvernement et du Président de la République qui sont pointés du doigt : d'abord votre incapacité à maintenir l'ordre et à faire preuve d'autorité alors que nous sommes en plein état d'urgence, que la lutte contre le terrorisme est maximale et que nous recevons des milliers de supporters de foot pour ce qui devrait être une fête populaire ;...

M. Pascal Popelin. Arrêtez les propos politiques !

M. Alain Moyne-Bressand. ...et puis votre incapacité à réformer puisque, alors que tous nos voisins ont engagé des réformes structurelles et que même le commissaire européen français, Pierre Moscovici, appelle à engager les réformes nécessaires, la France fait figure d'exception.

Cette critique des médias européens, mais aussi des médias américains, n'est pas sans conséquences car elle préfigure l'impact que pourraient avoir les manifestations contre la loi Travail, qui est tout sauf une loi de réforme, sur l'activité touristique cet été et sur l'attractivité économique de notre pays alors qu'une récente étude a montré qu'il attire de moins en moins de sièges d'entreprise.

Monsieur le Premier ministre, comment comptez-vous attirer les investisseurs dans ces conditions ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et plusieurs bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je vous réponds bien volontiers, d'autant plus que je me rappelle les images de mon pays pendant les émeutes urbaines de 2005 (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe Les Républicains.*) Je me rappelle également la violence des images lors du sommet de l'OTAN à Strasbourg en 2010, alors que Nicolas Sarkozy était Président. Et je pourrais rappeler cela en permanence. Quand, dans l'opposition, on juge d'une politique, celle d'un gouvernement, d'un président ou d'une majorité, on ne devrait pas, contrairement à ce que vous venez de faire, se référer à la presse étrangère, laquelle porte et portera toujours à sa manière un regard sur la France. Pour ma part, j'essaie, notamment lorsqu'il s'agit d'une séance de questions consacrée à des sujets européens, de valoriser mon pays. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Alain Gest. Oh, ça suffit !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, lorsque vous évoquez la baisse du tourisme au cours des derniers mois, je pourrais aller chercher dans la presse européenne et mondiale quel est son regard sur le courage et la résilience des Français face au terrorisme et sur la démonstration de courage et d'honneur qui a été la leur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur de nombreux bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*) Votre question était très large, mais vous savez que la récente baisse du tourisme, notamment à Paris et dans le reste de l'Île-de-France, est précisément imputable aux attentats. Pour ma part, je préfère plutôt saluer les initiatives d'Anne Hidalgo ou de Valérie Pécresse, qui se rendent dans des pays – je pense au Japon – qui ont été particulièrement marqués par ces attentats pour convaincre leurs ressortissants qu'il faut continuer à venir en France.

Alors, je vous dis, à l'occasion de cette séance de questions au Gouvernement sur des sujets européens, que j'en ai assez de ceux qui mettent en permanence en cause la France (*Mêmes mouvements*) alors qu'elle fait aussi l'admiration du monde entier grâce à l'action qui est la nôtre en matière de défense, sur le plan diplomatique et grâce également aux réformes que nous menons. C'est comme cela qu'on est patriote et qu'on sert le pays ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur de nombreux bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Moyne-Bressand](#)

Circonscription : Isère (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4105

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [23 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [23 juin 2016](#)